



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement de la mesure spéciale en faveur de la République démocratique du Congo

Document d'action concernant « Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo Numéro CRIS: CD/FED/042-377 financée par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République démocratique du Congo (RDC) L'action sera menée dans les zones appuyées par le Programme santé 11 ^e FED (PRODS) en RDC avec une forte insécurité alimentaire et affectées par la maladie à virus Ebola (MVE), à savoir le Nord Kivu et l'Ituri.	
3. Document de programmation	11 ^e Fonds européen de développement – enveloppe B	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge. ODD 5: Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles. ODD 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau. ODD 8 : Promouvoir une croissance économique durable et inclusive, emploi et travail décent pour tous. ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Secteur d'intervention 1 : Nutrition / sécurité alimentaire en lien avec Santé / Linking Relief, Rehabilitation and Development (LRRD)	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 10 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 10 000 000 EUR	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

7. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe avec: - subventions			
8 a) Codes CAD	12240 – Nutrition de base (30 %) 14030 – Offre de base en eau potable et assainissement de base (20 %) 43072 – Programme de sécurité alimentaire pour les foyers (50 %)			
b) Principal canal de distribution	Organisations non gouvernementales (ONG) – 22000			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	10. Marqueur internes ²	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif
	Digitalisation	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	N/A			
RESUME				

²

Ces marqueurs ont une portée/justification différente que celles des codes DAC. Les *posting criteria* relatifs à l'encodage de la ventilation financière dans CRIS/ABAC.

Cette action s'inscrit dans le contexte d'une réponse à une situation d'urgence pour la population dans les provinces de la République démocratique du Congo (RDC) couvertes actuellement par le programme du 11^e FED santé (PRO DS)³ et qui sont plus ou moins dévastées par le conflit, l'insécurité alimentaire et les épidémies, notamment la maladie à virus Ebola (MVE) qui persiste depuis août 2018. Par conséquent, l'action interviendra principalement dans les territoires des zones de santé situées en provinces de l'Ituri et au Nord Kivu.

L'objectif général de l'action est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en RDC, et donc de renforcer leur résilience, en particulier pour les ménages les plus vulnérables, les femmes (notamment enceintes et allaitantes) et les enfants de moins de cinq ans. Cela est possible par la réalisation des objectifs spécifiques visant i) le renforcement de la prévention de la malnutrition, ii) le renforcement de la structuration des organisations paysannes, iii) l'augmentation des rendements des productions agricoles durables ainsi que la diversification des productions.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

La République démocratique du Congo (RDC) (2,34 millions de km²), deuxième plus grand pays d'Afrique en taille compte une population estimée d'environ 84 millions d'habitants⁴ et un taux d'accroissement annuel de plus de 3 %. La croissance démographique urbaine est en forte augmentation et représente 45 % de la population totale, alors que la proportion de personnes de moins de 20 ans est estimée à 61 % de la population totale du pays dont 52 % ont moins de 15 ans.

Malgré un potentiel exceptionnel en ressources naturelles (minières, hydrauliques, forestières, agricoles) et un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 5,8 % en 2018⁵, la RDC reste l'un des pays les plus pauvres du monde avec 63 % de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour. Le PIB à parité de pouvoir d'achat (PPA) par habitant est passé de 646 USD en 2010 à 930 USD en 2017. Le taux d'alphabétisation est de 67 %. La RDC est classée 5^e pays le plus fragile au monde⁶ et en situation de post-conflit. Il subsiste de nombreuses zones de violence et de tensions latentes engendrant des conflits localisés dans une partie importante du pays.

La situation d'**insécurité alimentaire et nutritionnelle** dans le pays est particulièrement préoccupante. La population congolaise en situation d'insécurité alimentaire aiguë est passée en 5 ans de 4,4 millions de personnes (13^{ème} cycle de l'*Integrated Food Security Phase Classification* de 2015) à près des 16 millions (dernière enquête 2019). En effet, les résultats préliminaires du 17^{ème} Cycle de l'analyse « Integrated Food Security Phase Classification » (IPC) de l'insécurité alimentaire aiguë, publiés en août 2019⁷ montrent que sur les 60,7 millions des personnes vivant dans les zones rurales analysées, **environ 16 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère** (Phase 3 et 4), dont plus de 4 millions en

³ « Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en République démocratique du Congo (PRO DS) » ; Numéro CRIS: CD/FED/038-165

⁴ Banque mondiale : https://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=COD.

⁵ Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=NY.GDP.MKTP.KD.ZG&country=>.

⁶ Index de l'OCDE de 2018.

⁷ <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1152131/?iso3=COD>.

situation d'urgence (phase 4), soit 52 territoires en phase de crise et 15 en phase d'urgence. Les zones touchées par l'épidémie de la MVE, sont ainsi classées en phase de crise (Phase 3). La situation de sécurité alimentaire demeure plus préoccupante dans les zones affectées par l'insécurité (groupes armés actifs, conflits intercommunautaires etc.). Le **changement climatique** devrait accroître les vulnérabilités actuelles en RDC. Il est attendu un impact biophysique important, en particulier dans le nord-est du fait d'une augmentation des températures et une évolution des précipitations. La sécurité alimentaire sera affectée par les pertes et baisses de récoltes, l'augmentation de la mortalité du bétail, les impacts négatifs sur la pêche et les dommages causés aux infrastructures.

Depuis le 1^{er} août 2018, la RDC fait face dans l'Est du pays à sa 10^e crise de MVE depuis 1976 et la 2^e crise la plus grave de son histoire (2199 décès atteints fin novembre 2019). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré l'épidémie une « urgence de santé publique de portée internationale » le 17 juillet 2019. L'épidémie s'est progressivement stabilisée depuis septembre 2019 avec une diminution du nombre des nouveaux cas par semaine et un nombre limité de zones de santé touchées. Ces améliorations ont amené la coordination des Nations unies pour Ebola à élaborer un plan de transition sur 18 mois.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

L'action de l'UE en RDC s'inscrit dans le cadre du Programme indicatif national 2014-2020 pour la République démocratique du Congo découlant de l'application de l'accord de partenariat de Cotonou. Au vu de l'aggravation de la situation en RDC, la Commission a décidé la mobilisation de 50 000 000 EUR de la réserve du FED (enveloppe B) en vertu de l'article 72 de l'Accord de Cotonou pour couvrir en complément du PIN, les besoins humanitaires urgents non prévus dus à l'épidémie de la MVE et à la crise nutritionnelle. De ces 50 000 000 EUR, 40 000 000 EUR ont déjà été mobilisés pour un avenant au programme Santé PRO-DS, le reste est donc utilisé pour financer cette action.

L'action s'inscrit aussi dans la stratégie de l'Union européenne de renforcer la résilience face aux situations de fragilité et d'instabilité engendrées par les conflits et toutes autres crises comme définies par les communications : « L'approche de l'UE sur la résilience: tirer des leçons des crises de sécurité alimentaire »⁸ et « Une approche stratégique de la résilience dans l'action extérieure de l'UE »⁹. Ces textes sont à la base du programme thématique « *Biens publics mondiaux et défis* » de l'Instrument de coopération au développement 2014-2020, dont sa composante visant à « supporter les personnes pauvres et en insécurité alimentaire à réagir aux crises et renforcer la résilience » opérationnalisée à travers les projets « Pro résilience action » (PRO-ACT).

Cette convergence stratégique entre le PRO-ACT et l'action présente soutenue par l'Enveloppe B du 11^e FED trouvera sa complémentarité géographique et programmatique dans l'appui au Programme Santé PRO-DS du 11^e FED, en assurant une synergie sur la nutrition entre les actions du secteur de la santé et de la sécurité alimentaire. Le caractère multisectoriel de l'action pour le renforcement de la résilience est partie intégrante de la vision du Consensus européen pour le développement « notre monde, notre dignité, notre avenir »¹⁰ et des conclusions du Conseil de l'Union européenne du 26 novembre 2018 sur le « Renforcement de la sécurité alimentaire globale et nutritionnelle »¹¹, qui soulignent le besoin d'un engagement accru pour

⁸ COM(2012)586 final du 3.10.2012.

⁹ JOIN(2017)21 final du 7.6.2017.

¹⁰ JO C 210 du 30.6.2017.

¹¹ N° 14554/18 <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14554-2018-INIT/en/pdf>

poursuivre une approche stratégique aux crises alimentaires et nutritionnelles à travers le lien développement-humanitaire et paix, d'une manière préventive et sensible aux conflits.

L'action contribue à la réalisation des objectifs du document « Égalité entre les femmes et les hommes et émancipation des femmes : transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE 2016-2020 »¹², notamment l'objectif n° 12 « Une alimentation saine pour les filles et les femmes tout au long de leur vie » et l'objectif 14 « Accès à un travail décent pour les femmes de tous âges ».

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Le cadre de référence pour les thématiques de sécurité alimentaire en RDC est défini par le Programme national d'investissement agricole (PNIA 2014-2020). Celui-ci découle de l'adhésion de la RDC au processus de développement agricole initié par le Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique (NEPAD) en 2001, l'approbation du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) en 2002, la signature de l'accord de Maputo qui engage les pays membres à consacrer au moins 10 % de leurs budgets nationaux aux investissements agricoles, et l'adoption en 2011 du Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR 2). L'objectif global du PNIA est de stimuler la croissance du secteur agricole indispensable pour réduire la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et générer durablement des emplois et des revenus, tout en apportant une attention aux dimensions genre, environnementale et sociale, pour assurer une utilisation durable et équitable des ressources.

En particulier, un des cinq grands axes prioritaires du PNIA est d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques. C'est ainsi que la politique sectorielle agricole vise à améliorer la résilience des populations rurales et urbaines pour prévenir les risques d'insécurité alimentaire et de famine, en renforçant, entre autres, le système d'informations sur les marchés et le suivi des productions agricoles, avec la mise en place d'un système d'alerte précoce. Une attention particulière est portée aux mécanismes de lutte contre la malnutrition, qui devraient être intégrés dans tous les programmes et projets de développement agricole. Néanmoins, le pays souffre du manque de financement du secteur agricole, quasiment absent du budget de l'État.

Par ailleurs, les autorités ont déployé d'importants efforts avec ses partenaires dans la lutte contre la malnutrition, comme l'illustre l'adoption de la Politique nationale de nutrition en 2000, suivie par la création du Programme national de nutrition (PRONANUT), la Politique nationale de nutrition en 2013, le Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2020, le Plan national de développement sanitaire 2016-2020. Cependant, ces actions portent essentiellement sur le curatif et moins sur le préventif, ciblant surtout les causes immédiates plutôt que les causes sous-jacentes et fondamentales de malnutrition, touchant le droit à une nutrition adéquate. La coordination de la nutrition est assurée par le PRONANUT, sous l'égide du ministère de la santé. Ce programme ne parvient pas encore à assurer la coordination des interventions à ce niveau, et non plus à avoir une influence au niveau des autres secteurs pour le suivi des activités et des programmes.

Pour la période 2019-2022, la RDC a développé un plan d'action (deuxième génération) sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Les femmes apportent une contribution énorme à l'économie, que ce soit au sein des entreprises, dans les exploitations agricoles, comme entrepreneuses ou employées, ou par leur travail non rémunéré à la maison, où elles s'occupent de leurs familles. L'objectif 11

¹² SWD(2015)182 final du 21.9.2015.

visé à assurer l'autonomisation socio-économique des femmes et des adolescentes victimes de conflits.

Au niveau régional, la RDC s'est engagée fermement dans le cadre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, plus particulièrement en ce qui concerne l'article 14.2 qui stipule que l'État s'engage à prendre de mesures pour « assurer la fourniture d'une alimentation adéquate et d'eau potable, lutter contre la maladie et la malnutrition dans le cadre des soins de santé primaires, moyennant l'application des techniques appropriées » ; et pour « veiller à ce que tous les secteurs de la société, en particulier les parents, les dirigeants de communautés, les agents communautaires soient informés et encouragés à utiliser les connaissances alimentaires en matières de santé et de nutrition de l'enfant, avantages de l'allaitement au sein, hygiène et hygiène du milieu et prévention des accidents domestiques et autres ».

La présente action s'inscrit dans le soutien de la Commission européenne à la résilience des populations faisant face aux chocs et crises alimentaires et s'aligne sur les priorités décrites par les politiques sectorielles de la RDC en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

1.4 Analyse des parties prenantes

L'action vise principalement le renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans le domaine de l'agriculture, du développement rural, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; de l'eau, hygiène et assainissement.

Les partenaires-clés (détenteurs d'obligations) sont :

- Les ministères de l'agriculture, pêche et élevage et développement rural et leurs services décentralisés notamment les inspections provinciales et territoriales (IPAPEL, ITAPEL), les Conseils agricoles et ruraux de gestion (CARG) et autres services techniques, comme le Service national des semences (SENASA). Leur rôle sera d'accompagner les formations et l'application de techniques culturales améliorées, de sensibiliser les exploitants agricoles sur le foncier, le régime fiscal et d'assurer la concertation sur les problématiques agricoles et renforcer les capacités des structures paysannes, notamment sur l'épargne et le crédit;
- Le ministère de la santé ainsi que ses services décentralisés et déconcentrés. Notamment le Programme national de nutrition (PRONANUT) qui guidera l'encadrement des actions sensibles à la nutrition et la Direction d'hygiène pour toute intervention dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement;
- Le ministère du genre, enfant et famille, qui dispose d'un budget très limité et les points focaux genre aux ministères de la santé et de l'agriculture, les Ministères chargés du genre au niveau provincial ;
- La Commission nationale des droits de l'Homme, qui ne dispose pas des ressources suffisantes pour s'acquitter efficacement de son mandat, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et l'égalité des sexes ;
- Les autorités politico-administratives provinciales et locales pour l'ancrage de l'action au niveau territorial et dans les questions foncières et de résolution de conflits y relatifs;

Les acteurs non-étatiques :

- Les ONG actives dans le développement rural ainsi que celles dans l'aide humanitaire et spécialisées dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du genre et droits humains et de l'eau et assainissement. Celles-ci seront en charge de la mise en œuvre des subventions.

Les bénéficiaires (titulaires de droits) sont :

- Les ménages vulnérables (très pauvres et pauvres) vivant dans les zones de santé (ZS) couvertes par le programme PRO DS du 11^e FED avec une forte insécurité alimentaire (IPC 3 et 4), affectées par la MVE et avec peu de recours face aux effets néfastes du changement climatique. Pour les activités nutritionnelles, une attention particulière sera portée aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes et allaitantes ;
- Autres groupes vivant dans des conditions vulnérables, comme les personnes déplacées, dont la majorité sont des femmes et des enfants, notamment des femmes âgées, qui n'ont pas accès à l'aide humanitaire, y compris aux vivres et aux services de santé ;
- Les femmes de toutes catégories sociales, qui continuent d'avoir un accès limité aux ressources économiques, sont victimes de discrimination en ce qui concerne l'accès aux services financiers et ne participent pas à l'élaboration et à l'exécution des programmes de développement.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Les causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC sont complexes et difficiles à dissocier les unes des autres, avec une superposition de problématiques structurelles et conjoncturelles qui impactent négativement la résilience des ménages face aux chocs et aléas.

Les principaux facteurs qui influencent la sécurité alimentaire des populations de la RDC¹³ sont:

- L'insécurité liée aux groupes armés actifs et aux conflits intercommunautaires - avec déplacements massifs des populations, abandon, perte ou destruction de leurs biens et de l'accès à la terre¹⁴;
- Les épidémies, comme la MVE et le choléra, et d'autres maladies souvent causées par le manque d'hygiène, d'accès à l'eau potable et d'assainissement;
- La faible production agricole des ménages due à la recrudescence des maladies phytosanitaires et des pestes, la faible fertilité et l'accès limité aux terres arables, aux sources d'énergie et au micro-crédit, de même que la dégradation des routes de desserte agricole, la faible stimulation des filières et les perturbations climatiques;
- La pauvreté généralisée et les disparités socio-économiques touchant particulièrement les femmes, les ménages gérés par les femmes et les personnes vivant dans des situations de vulnérabilité (les personnes vivant dans la pauvreté rurale/urbaine, les personnes sans accès à la terre cultivable, personnes vivant avec un handicap);
- Les habitudes alimentaires inappropriées (us et coutumes);
- La difficulté d'accès à la nourriture (en 2019 l'indice de stratégie de survie élevé : 73 % à 86 % des ménages à consommation alimentaire pauvre ou limite, 35 % à 74 % ont recouru au moins à une stratégie de crise ou d'urgence);
- La forte dépendance aux marchés (parfois plus de 65 % des revenus des ménages consacrés à l'achat de nourriture) face à des revenus déjà très faibles.

La réponse adéquate doit ainsi surmonter les contraintes qui affectent le capital humain, les chaînes de valeurs de production, l'accès aux capitaux financier et physique, les changements climatiques et leurs corollaires, la dégénérescence des cultures, les épizooties, etc.

¹³ Source: <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1152131/?iso3=COD>.

¹⁴ Les violations du droit à la propriété et les conflits fonciers figurent parmi les incidents les plus courants de protection/violations des droits.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau du risque	Mesures d'atténuation
Dans plusieurs ZS de l'Est du pays, il existe un risque réel de dégradation de la situation sécuritaire due à l'activité des groupes armés et des conflits intercommunautaires qui pourrait limiter la capacité opérationnelle et réduire l'accès des partenaires de mise en œuvre.	Élevé	Attribution directe des subventions par le recours à l'application des procédures flexibles motivé par la situation de crise. Cette procédure i) réduira la période de contractualisation, ii) permettra de sélectionner les opérateurs déjà actifs dans les ZS visées et capables de faire face aux situations volatiles. Dans la mesure du possible, les activités contribueront à réduire les causes structurelles des conflits (comme l'accès aux ressources naturelles ou à la terre).
L'épidémie de la MVE, ainsi que le déplacement des populations liées aux nouveaux conflits, risquent de s'étendre ou de surgir dans de nouvelles zones du pays et d'affecter négativement la capacité des populations à produire et commercialiser les denrées alimentaires (restriction de mouvements, inaccessibilité des marchés et à autres services de base, etc.).	Moyen (MVE) à élevé (conflits, déplacements)	L'action soutiendra le renforcement des capacités de stockage des productions agricoles, ce qui pourrait atténuer les effets d'une éventuelle restriction de mouvement des populations sur leur capacité à accéder et préserver, dans le temps, à la nourriture tout comme garantir une certaine disponibilité des moyens de subsistance en cas de déplacements forcés. De plus, tout contrat subventionné par l'action sera formulé de manière à prévoir un certain degré d'adaptabilité et flexibilité au contexte fragile imposé par l'épidémie de la MVE.
Le changement climatique, surtout en ce qui concerne la périodicité, l'intensité et la distribution des précipitations, est un risque qui peut affecter le calendrier agricole et les rendements attendus, ainsi que les maladies végétales dérivantes des aléas climatiques.	Moyen à élevé	Les interventions de cette action visent à améliorer la résilience des populations et donc réduire leur vulnérabilité, entre autres aux anomalies climatiques. Les mesures d'adaptation au changement climatique, notamment les pratiques agricoles durables, diversifiées et mieux adaptées, seront promues.
Hypothèses		
<p>La situation sécuritaire du pays, et notamment celle dans les ZS visées par l'action, ne se détériore pas au point d'empêcher les différentes interventions d'atteindre les bénéficiaires.</p> <p>Concernant la MVE, les efforts mis en œuvre par les différents acteurs humanitaires pour faire aboutir la riposte Ebola représente un rempart à la propagation de l'épidémie.</p> <p>Bien que les effets du changement climatique soient déjà visibles sur la saisonnalité en RDC, des événements d'extrême ampleur ont peu de probabilité de se produire.</p>		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Les principaux enseignements à la base de la conception de la présente action sont appris des nombreuses actions soutenues par la Délégation de l'UE dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC¹⁵, dont les projets PRO-ACT actuellement en cours. Dans la plupart des cas, ces projets ont pu **améliorer la production agricole** et accroître les rendements par l'introduction de variétés améliorées de semences ainsi que par l'évolution des systèmes de production traditionnels (vulgarisation agricole par l'expérimentation). Néanmoins, la question de l'accès durable à des semences de qualité reste une difficulté qui nécessite de plus amples interventions structurelles. Il est de même pour la commercialisation de produits agricoles qui reste problématique et complexe. Ces différents projets ont également contribué à **améliorer la situation nutritionnelle** de leurs bénéficiaires directs grâce à une diversification alimentaire accrue dans les repas consommés ainsi que à l'instauration d'une dynamique de réflexion au sein des ménages autour de la nutrition. Mais les enquêtes nutritionnelles¹⁶ ont montré un faible impact sur l'ensemble des zones d'intervention et des taux de malnutrition, aiguë ou chronique, qui restent souvent alarmants. L'amélioration de la production agricole n'est pas toujours suffisante pour lutter contre la malnutrition; il faut y adjoindre toute approche multisectorielle promouvant des interventions sensibles à la nutrition, comme l'accès aux soins et à l'eau potable.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

La complémentarité avec les activités du programme santé PRO DS du 11^e FED représente le socle des activités proposées. L'action intègre et complète les activités du PRO DS pour répondre à des besoins immédiats et urgents des populations pour donner une réponse multisectorielle à la malnutrition qui les affecte, tout en s'inscrivant dans les politiques et stratégie nationales (Plan national de développement sanitaire - PNDS, PRONANUT, WASH in Nut, PNIA) et en utilisant et renforçant les mécanismes et systèmes en place.

Nexus humanitaire – Développement: cette action répond au critère humanitaire et d'urgence de l'Art. 72 de l'Accord de Cotonou et, par conséquent, la complémentarité et coordination entre cette action et celles soutenues par des actions humanitaires doit être étroite. Compte tenu du mandat des acteurs humanitaires et des acteurs du développement, la complémentarité entre les moyens apportés par l'aide humanitaire (le cas échéant) et les fonds de développement devrait être considérée. Pour maximiser le potentiel des interventions *qui sauvent des vies* des acteurs humanitaires (notamment celles financées par la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaires européennes - DG ECHO) et dans une optique de réhabilitation post-crise, une potentielle convergence géographique et complémentarité séquentielle entre cette action et celles humanitaires devraient être considérées (si possible et pertinent). Par ailleurs, en s'assurant que le soutien fourni pour cette action contribue à diminuer les tensions existantes dans les zones d'intervention ou au moins à ne pas les exacerber, l'action peut faciliter les activités humanitaires menées dans les mêmes zones.

Complémentarité avec PRO-ACT: l'action proposée est similaire dans ses objectifs poursuivis et sa logique d'intervention des financements PRO ACT. Elle est complémentaire permettant une meilleure couverture géographique et une synergie entre les secteurs de la santé et de la sécurité alimentaire.

¹⁵ Voir les rapports de mission du contrat spécifique FED/2015/366-718 « Monitoring de 11 projets issus de sécurité alimentaire en RDC ».

¹⁶ <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/democratic-republic-congo/nutrition-documents-de-plaidoyer-et-divers>.

Complémentarité avec le projet Nutrition de la Banque mondiale (BM): Le projet BM intervient sur des provinces autres que celles couvertes par l'UE avec le programme Santé à l'exception du Kasaï central. Il est entendu que la BM n'interviendra pas dans les provinces où l'UE est active. De plus, les actions PRO-ACT Sécurité alimentaire sont prévues dans des zones différentes et l'appui eau, hygiène et assainissement (WASH en anglais) de cette action n'est pas prévu dans l'intervention de la BM.

Complémentarité avec les autres interventions Ebola: quelques interventions (BM, USAID, Plan de transition post-Ebola, etc.) sont en cours de formulation, et cette action les prendra en compte.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

L'objectif général de l'action est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en RDC, et en particulier des ménages les plus pauvres, des femmes et des enfants.

En particulier, les objectifs spécifiques (OS) attendus sont :

OS1 : La prévention de la malnutrition des plus vulnérables (enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes et/ou allaitantes) est renforcée.

OS2 : La structuration des organisations paysannes est renforcée.

OS3 : Les rendements des productions agricoles ainsi que la diversification des productions des ménages vulnérables (ménages très pauvres et pauvres, enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes et/ou allaitantes) sont augmentées de façon durable.

Les produits attendus sont les suivants:

Produit 1.1 (OS1): Couverture des services de base augmentée (incl. les filets sociaux).

Produit 1.2 (OS1): Mobilisation communautaire pour la nutrition et l'éducation sanitaire renforcée.

Produit 1.3 (OS1): Sensibilisation accrue pour les pratiques liées à l'alimentation des femmes enceintes/allaitantes, du nourrisson et du jeune enfant (ANJE).

Produit 2.1 (OS2): Infrastructures rurales réhabilitées ou construites et disponibles pour les populations bénéficiaires (transport, eau, stockage, etc.).

Produit 2.2 (OS2): Capital social développé (formation/constitution de coopératives de producteurs et/ou groupements d'intérêt économique).

Produit 2.3 (OS2): Les capacités techniques des petits producteurs réunis au sein des organisations paysannes/coopératives sont améliorées.

Produit 3.1 (OS3): La disponibilité et l'accessibilité aux aliments diversifiés et de bonne qualité pour les plus vulnérables sont assurées.

Produit 3.2 (OS3): Systèmes de gestion des stocks alimentaires disponibles pour les populations vulnérables bénéficiaires.

Produit 3.3 (OS3): Accès aux facteurs de productions (intrants/matériels/équipements) facilité.

Les principales activités (liste non exhaustive):

Pour les Produits concourants à l'OS1:

- Augmentation de la couverture des services de base sensibles à la nutrition (eau, hygiène et assainissement, transferts sociaux conditionnés à la nutrition, etc.).
- Promotion de la prise en charge communautaire de la malnutrition et éducation nutritionnelle spécifique au contexte d'intervention (aspects sociaux, culturels, environnementaux etc.).
- Promotion de la consommation des produits locaux, d'une alimentation diversifiée et d'aliments à haute valeur nutritive (par ex. les aliments bio-fortifiés et de complément).
- Organisation de sessions de sensibilisation et de lutte contre les stéréotypes et préjugés en matière de la nutrition.

Pour les Produits concourants à l'OS2:

- La construction/réhabilitation d'infrastructures rurales, y compris les dessertes agricoles pour l'amélioration de la production, transformation, transport et/ou commercialisation des produits agricoles en tenant compte des besoins spécifiques des groupes cibles.
- L'appui à la création des groupements d'intérêt économique (production, transformation, stockage, transport ou commercialisation des produits agricoles) de petits producteurs, en ce inclus les personnes défavorisées, et l'accès au micro-crédit et autres services pour l'agriculture, tout en renforçant la participation à la prise de décision des groupes défavorisés.
- Le renforcement / développement des capacités des groupements de producteurs en mettant l'accent sur les petits exploitants et les associations de femmes.

Pour les Produits concourants à l'OS3:

- Promotion de la diversification de la production agricole en utilisant des techniques productives respectueuses de l'environnement.
- Promotion d'une agriculture à petite échelle pour rétablir les moyens de subsistance, avec une approche sensible au genre prenant en compte l'accès limité des femmes pauvres aux ressources productives.
- Introduire et étendre la promotion de la position des femmes au sein des chaînes de valeur des produits agricoles.
- Facilitation de l'accès aux facteurs de productions, notamment pour les ménages les plus démunis.

4.2 Logique d'intervention

La présente action s'inscrit dans le cadre de la réponse coordonnée à la MVE dans son volet « prise en compte des besoins fondamentaux des populations ». À travers le Programme santé 11^e FED (PRO DS), les barrières financières pour accéder à des services de santé en général (pas uniquement pour Ebola) sont levées à travers la mesure de la gratuité. Afin d'améliorer l'état nutritionnel, la résilience des groupes vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ce programme complète la composante « prise en charge de la malnutrition sévère aiguë par le système de santé et amélioration de l'accès à des aliments nutritifs diversifiés » sur des zones de convergence avec le PRO DS, notamment en Ituri et Nord Kivu. Le PRO DS intervient dans 7 provinces au total (avec 38 zones de santé, 654 aires de santé et une population estimée à 7,5 millions d'habitants) : Haut Uélé (2 ZS), Ituri (12 ZS), Nord Kivu (8 ZS), Kongo Central (3 ZS), Kasai central (5 ZS / appui temporaire), Kasai oriental (4 ZS) et Lomami (4 ZS). Le programme complémentaire PRO ACT est mise en œuvre dans les provinces de Sankuru et Haut-Katanga, Kasai et Kasai central, Kwango et Kasai oriental.

Les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition, ainsi qu'un environnement propice à cela, tireront parti de leur complémentarité pour aborder de manière systémique le caractère multisectoriel de la problématique nutritionnelle, afin de contribuer à sa prévention et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. La réponse donnée intégrera les actions des domaines de l'agriculture, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement avec les mécanismes prévus dans le cadre de la prise en charge sanitaire offerte par le PRO DS.

Ceci étant, l'action compte traiter le problème de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire à plusieurs niveaux:

- Les produits de l'OS1, regroupant interventions spécifiques et sensibles à la nutrition, visent à encourager les comportements des bénéficiaires permettant de prévenir la malnutrition, spécialement parmi les personnes les plus vulnérables telles que les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Cela sera possible car i) les bénéficiaires disposeront des informations nécessaires pour une correcte alimentation de base, ii) la communauté sera en mesure d'intervenir rapidement lors de l'identification de nouveaux cas de malnutrition évitant ainsi une dégradation de l'état sanitaire de l'individu malnutri, iii) les conditions hygiéniques-sanitaires de l'environnement domestique et villageois seront améliorées pour éviter toute complication avec les autres maladies (en particulier celles dépendant des transmissions par voie oro-fécales) et iv) la disponibilité éventuelle des filets sociaux conditionnés à la nutrition permettra d'augmenter le pouvoir d'achat des familles très pauvres.
- Les produits de l'OS2 contribueront à un environnement plus propice à la nutrition et à la sécurité alimentaire par une meilleure structuration des organisations paysannes dans le domaine agricole. La diversification des sources de revenus des populations ciblées permettra d'un côté de réduire la volatilité économique de ces populations et leur dépendance aux aléas climatiques et des marchés, de l'autre part d'augmenter leurs moyens d'existence et leur résilience.
- Les produits de l'OS3 permettront d'augmenter la disponibilité d'aliments diversifiés et de bonne qualité pour les populations vulnérables et les autres bénéficiaires du projet. L'amélioration de la sécurité alimentaire se fera par une meilleure production agricole, en fournissant les compétences adéquates, les instruments nécessaires et un appui adéquat pour que l'agriculture des petits producteurs puisse satisfaire leurs besoins de subsistance. Ces interventions seront aussi sensibles à la nutrition et s'attaqueront ainsi aux causes sous-jacentes de la malnutrition et renforceront l'autonomisation des femmes, personnes centrales pour une alimentation adéquate et de qualité pour tous les membres des familles/ménages.

4.3 Intégration des questions transversales

L'action contribue à la réalisation des droits des femmes à une sécurité alimentaire et une nutrition adéquate, plus particulièrement pendant la grossesse et l'accouchement et après l'accouchement, à travers des services appropriés et, au besoin, gratuits.¹⁷ En parallèle de cette approche spécifique, l'action intègre la question du genre de manière transversale au niveau du développement socio-économique, visant la création et l'appui aux regroupements d'intérêt économique contribuant ainsi à l'émancipation des femmes et leur autonomie économique et ultimement à la promotion de l'égalité du genre. En outre, la participation active des femmes sera encouragée lors de l'identification et la sélection des initiatives de développement, lors du

¹⁷ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, paragraphe 12.2.

processus d'identification et de sélection des bénéficiaires des formations, ainsi que dans les prises de décisions. Les femmes sont ainsi considérées en tant que titulaires de droits et une attention particulière sera portée à la diversité parmi les femmes (i.e. âge, provenance, handicap).

Afin de promouvoir la résilience des populations les plus vulnérables, les ménages demeurant dans les conditions d'extrême pauvreté et démunis seront accompagnés dans un processus d'intégration qui les verra comme part active de l'action. Une agriculture durable à petite échelle, voir familiale, permettra de porter une attention particulière à ces groupes de manière inclusive, toute en promouvant la dignité humaine et le sens de responsabilisation dans la vie communautaire. De plus, les choix de modèles d'agriculture durable seront orientés de telle manière que l'impact sur l'environnement et sur le changement climatique soit sensiblement réduit car les techniques promues et utilisées seront à faible intensité de carbone et les mieux adaptées au contexte de l'intervention. Dans ce sens, ce sont les agricultures sédentaires mettant en valeur les diversités variétales locales et assurant la conservation de la fertilité du sol qui seront appuyées tout en décourageant les pratiques d'abatis-brulis et de production d'aliments pauvres et sans valeur ajoutée. La promotion d'une agriculture durable respectueuse de l'environnement et moteur d'inclusion des couches sociales marginalisées (y inclus les personnes handicapées) passera aussi par une facilitation de l'accès à la terre qui permettra d'atténuer les risques des conflits intercommunautaires.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le Programme 2030 de développement durable des Nations unies. Elle contribue à la réalisation progressive de l'ODD 2 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » et l'ODD 3 « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge », tout en contribuant à l'ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles », l'ODD 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », l'ODD 8 « Promouvoir une croissance économique durable et inclusive, emploi et travail décent pour tous » ainsi que l'ODD 15 « Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ».

En ce qui concerne les priorités nationales en matière de l'ODD 2, sont plus particulièrement ciblés 2.1 « ... éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante » et 2.2 « ... mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées. »¹⁸

¹⁸

Contextualisation et priorisation des Objectifs de développement durable (ODD) en République démocratique du Congo, octobre 2016, page 34,
https://www.undp.org/content/dam/dem_rep_congo/docs/ObjectifsdeDeveloppementDurable/UNDP-CD-RNPODD_RDC%20Octobre%202016.pdf

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République démocratique du Congo.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁹.

5.4.1 Subventions: (gestion directe)

a) Objet de la ou des subventions

L'Object des subventions sera de contribuer activement au renforcement de la résilience des populations vulnérables afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, en ciblant en particulier les ménages les plus pauvres, les femmes et les enfants.

b) Type de demandeurs visés

Les organisations non gouvernementales

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales avec une expertise avérée dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que sur les thématiques de l'eau et assainissement. Les organisations déjà présentes dans les zones ciblées (immédiatement opérationnelles) seront priorisées.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans une des situations de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier de 2018 et/ou à l'article 72 de l'accord de Cotonou, pour autant que celle-ci soit toujours en vigueur au moment de l'attribution.

¹⁹ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (EUR)
Subventions (gestion directe) – (voir section 5.4.1)	9 700 000
Évaluation (voir section 5.9), Audit (voir section 5.10)/Vérification des dépenses	250 000
Communication et visibilité (voir section 5.11)	50 000
Total	10 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le maître d'ouvrage est l'Ordonnateur national du 11^e FED.

Les maîtres d'œuvre sont le ministère de la santé et les ministères liés à l'agriculture et au développement rural.

La gestion de l'action est assurée directement par la Commission européenne, représentée par sa Délégation à Kinshasa.

La Délégation de l'UE sera responsable de la sélection des ONG qui mettront en œuvre les différents projets, d'évaluer leurs offres et de les contractualiser. La Délégation assurera également la supervision et le suivi des plans d'action, des rapports techniques et financiers des opérateurs, l'organisation des missions d'appui, de monitoring et d'évaluation, les passerelles et synergies entre administrations concernées et la coordination technique de l'action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Au début de chaque projet, il sera demandé aux opérateurs de mise en œuvre de définir un système interne de monitoring aligné sur le cadre des résultats de la présente action. Ce système devra se baser sur un ensemble d'indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle vérifiables dans le temps, grâce à la définition de valeurs de référence en début de projet, des évolutions annuelles et des valeurs finales. Ce processus de monitoring permettra de récolter des éléments sur les performances des interventions. Les enquêtes de références au niveau national (IPC, *Famine Early Warning Systems Network* (FEWSNET), etc.) permettront de valider les tendances de chaque système. Dans la mesure du possible les opérateurs feront un lien avec le cadre de référence UE pour les indicateurs, en ligne avec les Objectifs de

développement durables du Programme 2030 de développement durable des Nations unies (en tenant compte des priorités de la RDC) et le Consensus européen pour le développement « notre monde, notre dignité, notre avenir »²⁰.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs genre sensibles et désagregés par sexe correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste du plan d'action stratégique ou de réforme du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes commandée(s) par la Commission. Des expertises en matière des droits humains et du genre seront incorporées dans les équipes d'évaluation afin d'évaluer le progrès par rapport à la réalisation de la sécurité alimentaire, à l'amélioration de la nutrition et à la promotion de l'agriculture durable pour toutes et tous, toutes catégories confondues.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques, notamment sur le nexus humanitaire - développement), en tenant compte en particulier du fait que l'action vise à intégrer les aspects de sécurité alimentaire et nutritionnelle avec la dimension eau et assainissement et en parallèle au Programme santé du 11^e FED. Cette convergence programmatique devra être analysée et évaluée opportunément pour démontrer les effets positifs de l'approche multi-secteur à la problématique de la nutrition.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

²⁰ JO C 210 du 30.6.2017.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en RDC, et en particulier des ménages les plus pauvres, des groupes vulnérables dont les femmes et les enfants <i>Voir section 4 du document d'action</i>	<i>OG1: Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère dans la population dans les zones d'implémentation du projet; OG2: Taux de prévalence du retard de croissance parmi les enfants de moins de cinq ans dans les zones d'implémentation du projet ^{**}(1-3) filles/garçons ; OG3 : Taux de prévalence de malnutrition parmi les femmes en âge de procréer et les filles adolescentes (^{**} EU RF 2.2).</i>	Enquêtes annuelles disponibles au niveau du pays (IPC, FEWS-NET, UNICEF etc.)	<i>Sans objet</i>
Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s)]	OS1 : La prévention de la malnutrition des populations plus vulnérables (enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes et/ou allaitantes) est renforcée;	<i>OS1.1: Proportion de la population vulnérable utilisant des sources d'eau potable gérées de manière sûre, désagrégé par sexe et âge (%); OS1.2: Proportion de la population utilisant des services d'assainissement et d'hygiène améliorés (y compris les dispositifs de lavage de mains avec savon, désagrégé par sexe et âge (%); OS1.3: Nombre (%) de femmes qui pratiquent une correcte ANJE; OS1.4: Nombre (%) d'enfants (moins de cinq ans) avec une malnutrition aiguë recevant des traitements adéquats et à temps (désagrégé par sexe) ; OS1.5: Score de diversité alimentaire chez les femmes enceintes et/ou allaitantes.</i>	Enquêtes nationales (EDS, MICS) ou ponctuelles auprès des ménages, recensements.	- Pas de nouvelles dégradations de la situation sécuritaire que pourrait limiter la capacité opérationnell e et réduire l'accès ; - Des nouveaux conflits, le déplacement

	OS2 : La structuration des organisations paysannes est renforcée ;	<i>OS2.1: Nombre de ménages rapportant des nouvelles sources de revenus (désagregés par sexe et âge, au niveau de la gestion des ménages);</i> <i>OS2.2: Nombre de nouvelles activités économiques créés;</i> <i>OS2.3: Indice de diversification des cultures.</i>	Enquêtes nationales (EDS, MICS) ou ponctuelles auprès des ménages, recensements.	des populations ainsi que l'épidémie de la MVE n'affectent pas des nouvelles zones et ne limitent pas la capacité des populations à produire et commercialiser;
	OS3 : Les rendements des productions agricoles ainsi que la diversification des productions des ménages vulnérables (ménages très pauvres et pauvres, enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes et/ou allaitantes) sont augmentées de façon durable. ; (Voir section 4 du document d'action)	<i>OS3.1: Ecosystèmes agricoles et/ou pastoraux où des pratiques de gestion durable ont été introduites (ha)**(2-4);</i> <i>OS3.2: Rendements moyens par hectare, désagregé par type de production;</i> <i>OS3.3: Volume annuel de la production agricole (tonnes métriques);</i> <i>OS3.4: Nombre de ménages ayant une meilleure compréhension et connaissance des techniques d'adaptation au changement climatique ;</i> <i>OS3.5: Score de diversité alimentaire chez les femmes et les enfants de moins de cinq ans;</i> <i>OS3.6: Score de diversité alimentaire des ménages (désagregés par sexe et âge, au niveau de la gestion des ménages);</i> <i>OS3.7: Score de consommation alimentaire.</i>	Enquêtes nationales et/ou locales, provenant des sources Gouvernementales et/ou des acteurs de développement (UU.NN, ONG) Rapports des projets.	- Pas d'effets climatiques majeurs qui peuvent limiter le calendrier agricole et la productivité
Produits	Produit 1.1(OS1): La couverture des services de base est augmentée (y compris les services de filets sociaux).	1.1.1: Nombre (%) de personnes (f/h) bénéficiant de systèmes d'eau/assainissement réhabilités/construits par l'action (désagregé par sexe et âge); 1.1.2: Nombre de bénéficiaires (f/h) des programmes de filets-sociaux/transfert	1.1.1: Direction d'hygiène du Min. Santé, rapports des projets; 1.1.2: PRONANUT,	- Les populations ciblées acceptent et adoptent les nouvelles

		monétaires conditionnés à la nutrition et mis en œuvre avec l'appui de l'action.	rapports des projets.	techniques de production agricole, sont en mesure de consommer adéquatement les aliments ainsi produits et appliquent les principes de base d'une correcte alimentation
	Produit 1.2 (OS1): La mobilisation communautaire pour la nutrition et l'éducation sanitaire est renforcée.	1.2.1: Nombre (et %) de ménages touchés par des campagnes d'éducation nutritionnelle soutenu par l'action (désagrégué par sexe et âge); 1.2.2: Nombre (et %) de ménages touchés par des campagnes d'éducation d'assainissement et hygiène soutenu par l'Action (désagrégué par sexe et âge).	1.2.1: PRONANUT rapports des projets; 1.2.2: Direction d'hygiène du Min. Santé, rapports des projets;	
	Produit 1.3 (OS1): Sensibilisation accrue pour les pratiques liées à l'Alimentation des femmes enceintes/allaitantes, du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE).	1.3.1: Nombre de ménages sensibilisés avec l'appui de l'action et avec une connaissance adéquate des pratiques ANJE (désagrégué par sexe et âge).	1.3.1:PRONANUT rapports des projets;	
	Produit 2.1 (OS2): Infrastructures rurales réhabilitées ou construites et disponibles pour les populations bénéficiaires (transport, eau, stockage, etc.).	2.1.1: Km de pistes construites /réhabilitées par l'action; 2.1.2 : Nombre d'infrastructures rurales construites / réhabilités par l'action.	2.1.1: Direction des Voies de Déserte Agricole, rapports des projets; 2.1.2: Rapports IPAPPEL, ITAPPEL et CARG, rapports des projets.	
	Produit 2.2 (OS2): Capital social développé (formation/constitution de coopératives de producteurs et/ou groupements d'intérêt économique).	2.2.1: Nombre de personnes (f/h) qui ont reçu l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) via les programmes de développement de compétences par l'action, désagrégué par sexe et âge; 2.2.2: Nombre de personnes (f/h) formées par l'Action et ayant acquis de nouvelles compétences/nouveaux savoirs sur les	2.2.1: Rapports Service National de Vulgarisation (SNV) et CARG, rapports des projets; 2.2.2: Rapports SNV et CARG, rapports des	

		technologies et pratiques agricoles (production végétale et/ou animale).	projets.	
	Produit 2.3 (OS2): Les capacités techniques des petits producteurs réunis au sein des organisations paysannes/coopératives sont améliorées	2.3.1: Nombre de personnes (f/h) membres de groupes coopératives/groupes de producteurs ayant acquis de nouvelles compétences avec l'appui de l'Action, désagregés par sexe et âge.	2.3.1: Rapports SNV et CARG, rapports des projets.	
	Produit 3.1 (OS3): La disponibilité et accessibilité aux aliments diversifiés et de bonne qualité pour les plus vulnérables sont assurées	3.1.1: Pourcentage d'augmentation des rendements nutritifs (au niveau ménage) pour les ménages bénéficiaires de l'action; 3.1.2: Pourcentage d'augmentation de la diversité variétale (ménages cultivant 3 ou plus variétés) avec le soutien de l'action pour les ménages bénéficiaires de l'action;	3.1.1: Service National de Statistiques Agricoles (SNSA), PRONANUT, rapports des projets; 3.1.2: SNSA, rapports des projets; 3.1.3: Rapports IPAPL, ITAPL et CARG, rapports des projets.	
	Produit 3.2 (OS3): Systèmes de gestion des stocks alimentaires disponibles pour les populations bénéficiaires.	3.2.1: Nombre (%) de producteurs avec accès à des aménagements adéquats pour le stockage des récoltes, désagregé par sexe.	3.2.1: Rapports IPAPL, ITAPL et CARG, rapports des projets.	
	Produit 3.3 (OS3): Accès aux facteurs de productions (intrants/matériels/équipements) facilité. <i>Voir section 4 du document d'action</i>	3.3.1: Nombre de personnes recevant intrants et actifs productifs (animaux, semences, outils etc.) avec l'appui de l'action, désagregé par sexe. 3.1.2: Nombre de petits exploitants touchés par l'action visant à augmenter leur production durable, l'accès aux marchés,	3.3.1: Rapports IPAPL, ITAPL et CARG, rapports des projets.	

		désagrégé par sexe		
--	--	--------------------	--	--